

*Les subsides*

intérêts québécois, je parle du député de Laval-des-Rapides (M. Garneau), se lier à cela.

**Une voix:** Tu ne connais rien!

**M. Hamelin:** Monsieur le Président, je me demande comment on peut accepter comme Québécois, alors que notre premier ministre Robert Bourassa, libéral aussi de son état au niveau provincial, que l'on puisse avoir tenu des propos tout à fait contraires à ceux de notre nouvel épouvantail à moineaux fédéral. Et j'aimerais considérer, monsieur le Président, que pour des régions périphériques comme la mienne, qui dépendent largement de notre commerce avec les États-Unis et d'un meilleur commerce avec les États-Unis dans le domaine des pâtes et papiers, de la forêt, du bois d'oeuvre, nous, les périphériques, avec le pseudo-nationalisme canadien, avons eu des taux de chômage qui oscillaient entre 20 et 90 p. 100. Vous n'avez jamais trouvé d'autres solutions. Nous, nous arrivons avec une ouverture nouvelle sur le monde, sur les États-Unis, et nous espérons que dans nos régions, il n'y aura pas seulement Toronto et Bay Street qui vont être favorisées, mais toutes les régions du pays qui vont être favorisées par cette nouvelle Entente historique . . .

**Mme Copps:** Ça va bien à Sept-Îles!

**M. Hamelin:** Justement, ça irait peut-être mieux si on avait des possibilités sur la côte nord d'ouvrir le commerce de façon encore plus large, si on était à l'abri des soubresauts des marchés. Pourquoi serait-ce toujours les mêmes seuls dans certaines régions du Canada, monsieur le Président, qui bénéficient de toutes les ressources, de tous les marchés, de toutes les facilités?

J'aimerais demander au chef de l'opposition officielle comment expliquer aux hydro-québécois que sa position diffère largement de celle de son grand ami M. Robert Bourassa qui pourtant est un ardent défenseur, lui, de ce libre-échange. C'est la question que j'aimerais poser au chef de l'opposition officielle.

**M. Turner (Vancouver Quadra):** Monsieur le Président, nous avons espoir dans notre pays, mais c'est un espoir canadien, ce n'est pas un espoir américain, ce n'est pas un espoir . . .

Je lui suggère, quand il retournera dans la province de Québec, de discuter l'affaire avec les syndicats, les ouvriers, les ouvrières, qu'il discute l'affaire avec les cultivateurs. J'ai rencontré samedi après-midi quelques gens de l'UPA, l'Union des producteurs agricoles, qui sont contre l'Entente avec les États-Unis. Qu'il parle donc avec les ouvriers du textile, de la chaussure, du vêtement, et je crois que la prochaine fois, s'il se lève à la Chambre, il sera beaucoup plus sage, monsieur le Président.

[Traduction]

**M. le Président:** Je dois signaler aux députés que la période de 10 minutes réservée aux questions et commentaires est écoulée.

**M. Charest:** J'invoque le Règlement, monsieur le Président.

**M. Gauthier:** J'espère que c'est vraiment un rappel au Règlement, car je sais qu'il peut nous faire passer n'importe quoi en douce. Surveillez-le bien.

**M. Charest:** J'ai l'impression qu'ils sont nerveux aujourd'hui, monsieur le Président.

**Des voix:** Oh, oh!

**M. Charest:** Ils ont bien raison de l'être. J'invoque le Règlement, monsieur le Président, car je voudrais demander le consentement unanime de la Chambre pour poser une question au très honorable . . .

**Des voix:** Non!

**M. Gauthier:** Allez chercher Mulroney et nous répondrons aux questions.

**M. le Président:** La parole est au député d'Oshawa (M. Broadbent).

**M. Axworthy:** Monsieur le Président . . .

● (1200)

**M. Cassidy:** Monsieur le Président, j'invoque le Règlement. Notre leader parlementaire et le leader adjoint étant absents, nous nous sommes entendus, quand les partis ont discuté entre eux, aujourd'hui, qu'après le premier discours du chef de l'opposition (M. Turner), la ministre du Commerce extérieur (M<sup>lle</sup> Carney) prendrait la parole au nom du gouvernement et qu'elle serait suivie du chef du Nouveau parti démocratique.

Je suppose que les ministériels ont l'intention de s'en tenir à l'entente conclue en privé, ce matin.

**Mlle Carney:** Monsieur le Président, le leader adjoint m'a fait savoir que cette journée étant réservée à l'opposition, je serai la troisième à prendre la parole au cours de ce débat.

**M. le Président:** Cela me pose un problème. J'ignore si les partis ont conclu ou non une entente. Je croyais qu'ils s'étaient entendus. Mais si ce n'est pas le cas, je dois accorder la parole au prochain député qui se lèvera.

La parole est au député d'Oshawa (M. Broadbent).

**L'hon. Edward Broadbent (Oshawa):** Monsieur le Président, comme le député d'Ottawa-Centre (M. Cassidy) vient de le dire, il était bien entendu que le gouvernement serait le deuxième à parler. En tant que parti au pouvoir, il en a le droit. Néanmoins, si la ministre du Commerce extérieur (M<sup>lle</sup> Carney) n'est pas prête à défendre l'indéfendable, nous sommes parfaitement en mesure de le comprendre. Je suis bien d'accord pour prendre la parole maintenant, au nom de mon parti.

Depuis la Seconde Guerre mondiale, les Canadiens n'avaient jamais vu le gouvernement brader à ce point leurs intérêts, comme le gouvernement vient de le faire depuis deux semaines.

Pour commencer, je voudrais citer un extrait d'un discours que le premier ministre (M. Mulroney) a prononcé à la Chambre après avoir formé son gouvernement. Voici ce qu'il a déclaré le 7 novembre 1984, et je cite: